

# PASICRISIE LUXEMBOURGEOISE

## N° 4/2019

### TABLE DES MATIERES

#### DOCTRINE

##### **Les sociétés fictives dans la jurisprudence luxembourgeoise**

par André Prüm, Professeur agrégé des facultés de droit de France, Professeur à l'Université du Luxembourg

349

#### JURISPRUDENCE

##### **Action en justice**

Demande non chiffrée – Recevabilité – Condition – Caractère déterminable du montant de la demande – Demande d'expertise aux fins de déterminer les causes de désordres et les remèdes – Demande implicite de dommages-intérêts pouvant être chiffrée à l'issue de la mesure d'instruction – NCPC, art. 54 et 432.

435

##### **Chèque**

Demande en paiement – Demande basée sur l'obligation de base – Preuve de la créance – Charge incombant au demandeur – Chèque valant comme commencement de preuve par écrit – C. civ., art. 1315 et 1347.

406

##### **Droit pénal**

1° Abus de faiblesse – Eléments constitutifs – Victime – Grand âge – Critère exclusif (non) – Nécessité de démontrer une vulnérabilité particulière – C. pén., art. 493.

412

2° Abus de faiblesse – Eléments constitutifs – Elément matériel – Conduire la victime à un acte matériel ou juridique ou une abstention qui lui est gravement préjudiciable – Préjudice effectif – Obligation de preuve (non) – C. pén., art. 493.

412

3° Abus de faiblesse – Eléments constitutifs – Elément moral – Volonté de l'acte et volonté du résultat – Volonté d'exploiter un état d'ignorance ou de faiblesse connu – C. pén., art. 493.

412

##### **Faillite**

Procédures collectives – Masse des créanciers – Etendue – Conséquences – Suspension des poursuites individuelles – Actions au nom de la masse – Monopole du mandataire judiciaire – Action en responsabilité – Exercice – Etendue – Cessation des pouvoirs du mandataire – Clôture de la procédure collective – C. com., art. 452.

430

## Mandat

Fiducie – Obligations du fiduciaire vis-à-vis du fiduciaire – Règles du mandat sans représentation et stipulations contractuelles – Prêt bancaire garanti par un contrat fiduciaire – Responsabilité contractuelle de la banque fiduciaire vis-à-vis du fiduciaire pour défaut d'inscription d'une garantie prévue par le contrat de prêt – Exclusion par les stipulations du contrat fiduciaire – Absence de responsabilité – C. civ., art. 1142 ; Loi du 27 juillet 2003, art. 7 (1).

441

## Preuve (matière civile et commerciale)

Facture acceptée – Effet – Présomption légale irréfragable d'existence de la créance – Domaine d'application – Contrat de vente – Contrat d'entreprise (non) – C. com., art. 109. – **Avec les conclusions du Parquet général.**

359

## Procédure civile

1° Exploit d'huissier – Société à responsabilité limitée – Défaut d'indication de l'organe représentatif – Nullité (non) – Loi du 10 août 1915, art. 191bis, alinéa 3 (actuel art. 710-15, alinéa 3). – **Avec les conclusions du Parquet général.**

359

2° Sursis à statuer – Règle « le criminel tient le civil en état » – Condition – Action publique intentée au sujet des mêmes faits – Modalités de mise en œuvre – C. proc. pén., art. 3, al. 2.

406

3° Constitution d'avocat – Dépôt à la charge du défendeur – Omission – Jugement rendu en l'absence du défendeur – Violation des droits de la défense (non) – Annulation de l'ordonnance de clôture (non) – NCPC, art. 197.

409

4° Parties à l'instance – Société – Changement d'état – Faillite – Cause d'interruption de l'instance (non) – NCPC, art. 489.

409

5° Ordonnance sur requête – Conditions – Nécessité qu'une mesure soit ordonnée à l'insu d'une partie – Notion – Interprétation restrictive – Portée – Notion susceptible de viser trois situations différentes – Nécessité de provoquer un effet surprise – Impossibilité d'identifier les personnes à charge desquelles les mesures sollicitées sont à exécuter – Extrême urgence – Portée – Crainte d'un péril grave et imminent – Nécessité d'une mesure immédiate – Inutilité, inefficacité ou impossibilité de recourir à la procédure de référé – NCPC, art. 66 et 934.

424

6° Acte introductif d'instance – Election de domicile – Portée – Signification ou notification des actes relatifs à la procédure à l'occasion de laquelle elle a été établie – Application – Ordonnance sur requête – Election de domicile par le demandeur – Election valant pour l'action en rétractation de la partie à l'insu de laquelle la mesure a été ordonnée – NCPC, art. 66, 155 et 192.

424

7° Compétence territoriale – Pluralité de défendeurs – Compétence territoriale de la juridiction du domicile de l'un des défendeurs – Condition – Préention sérieuse du demandeur à une action directe et personnelle contre chacun des défendeurs – Identité de la question à juger – Identité d'objet des obligations, même si celles-ci découlent de conventions différentes – NCPC, art. 30.

424

8° Acte introductif d'instance – Nullité de forme – Nécessité d'un grief – Appréciation *in concreto* – Irrégularité dérangeant le cours normal de la procédure – Eventuelle difficulté d'exécution du jugement à intervenir due à l'indication d'une fausse adresse du demandeur – Insuffisance – NCPC, art. 264 al. 2.

441

## Sécurité sociale

Allocation d'éducation – Conditions d'octroi – Condition tirée du versement d'allocations familiales – Condition supposant que le versement soit intervenu à juste titre – Condition supposant, partant, que le demandeur soit affilié à la sécurité sociale luxembourgeoise au premier du mois, sauf pour le mois de naissance – Code de la sécurité sociale, art. 271 et 299. – **Avec les conclusions du Parquet général.**

366

## Serment décisoire

Recevabilité – Conditions – Faits pertinents et concluants — Version des faits de celui à qui le serment est déferé – C. civ., art. 1358 et 1360.

382

## Sociétés commerciales

1° Société à responsabilité limitée – Représentation vis-à-vis des tiers – Publication de la nomination de l'organe au Registre de commerce et des sociétés – Obligation des tiers contractant avec la société de vérifier les pouvoirs des représentants habilités de la société tels que publiés au R.C.S. – Exclusion de la théorie du mandat apparent – Loi du 10 août 1915, art. 191bis, al. 4.

378

2° Cession d'actions entre actionnaires – Obligation de stipuler un prix – Prix négatif – Prix dérisoire – Conditions – Clause de garantie du passif – Notion – Incidence – C. civ., art. 1582 et 1591.

382

3° Abus de majorité – Notion – Rupture d'égalité entre des actionnaires au profit des majoritaires – Atteinte à l'intérêt social – Marge d'appréciation des organes sociaux – Contrôle marginal du juge – Mauvaise foi du majoritaire – Charge de la preuve – Contenu – C. civ., art. 1833 – Loi du 10 août 1915, art. 450-1.

390

## Successions

1° Donations – Don manuel – Rapport – Preuve – Charge de la preuve – Héritiers tenus de prouver l'existence du don – Moyens de preuve – Liberté de la preuve – Présomption « En fait de meubles, la possession vaut titre » – Détenteur d'un bien – Détenteur contestant avoir reçu le bien à titre de don manuel – Présomption ne pouvant être invoquée contre un tel détenteur – C. civ., art. 843 et 2279. – **Avec les conclusions du Parquet général.**

372

2° Testament – Révocation pour cause d'ingratitude – Délai d'action annal – Point de départ – Jour du délit – Exception – Cause de révocation constituant une infraction pénale – Jour du jugement de condamnation définitif du légataire – C. civ., art. 957 et 1047.

401

## Transport

1° Transport international de marchandises par route – Convention CMR – Champ d'application – Contrat de commission – Relation entre le commissionnaire et le transporteur routier – Convention de Genève relative au contrat de transport international de marchandises par route, art. 1.

449

2° Transport international de marchandises par route – Convention CMR – Responsabilité du transporteur – Fin du contrat de transport – Livraison – Déchargement – Convention de Genève relative au contrat de transport international de marchandises par route, art. 17.

449

**Travail**

Démission du salarié – Caractère irrévocable – Impossibilité de modifier unilatéralement le délai de préavis indiqué dans l'acte de démission – C. trav., art. L. 124-4 et L. 124-6.

370

**T.V.A.**

Contrat emportant perception de la TVA – Résolution du contrat – Anéantissement rétroactif du fait générateur de la taxe – C. civ., art. 1183 et 1184.

375